

Femmes à l'exécutif : l'élan stoppé

COMMUNES Une recherche de l'Université de Lausanne montre que la proportion de femmes dans les municipalités, après avoir atteint près de 25%, ne progresse plus

YELMARC ROULET
@YelmarcR

La Suisse est mal classée dans les comparaisons internationales pour la représentation des femmes dans les fonctions politiques. La majorité féminine que le Conseil fédéral a connue brièvement avec quatre dames entre 2010 et 2011 est l'exception qui confirme la règle. Globalement, à l'échelle fédérale et cantonale, la proportion d'élues n'atteint pas le tiers.

Une recherche de l'Université de Lausanne portant sur les exécutifs communaux en 2016 montre qu'à ce niveau, c'est encore moins, à peine le quart. La place des femmes dans les municipalités connaît même depuis une quinzaine d'années une véritable stagnation. «Une représentation féminine plus forte dans la politique locale, qui est souvent la première étape des carrières politiques, favoriserait beaucoup une plus grande présence aux niveaux supérieurs», estime le politologue Andreas Ladner, de l'Institut de hautes études en administration publique (Idheap), l'un des auteurs de l'étude.

Plafond de verre

A défaut de statistiques officielles, qui n'existent pas pour les communes de moins de 10000 habitants, l'Idheap sonde à intervalles réguliers l'ensemble des collectivités suisses, avec un taux de réponse de 60 à 80%. A la fin des années 1980, 60% des communes suisses ne comptaient pas une seule femme dans leur exécutif. Les choses ont changé depuis lors, puisque aujourd'hui la part des communes gérées exclusivement par des hommes s'est réduite à 15%.

La proportion de femmes au sein des exécutifs communaux a connu une forte croissance dans la dernière quinzaine d'années du XXe siècle, puisqu'elle est passée de 7,3% en 1988 à 24,4% aujourd'hui. Mais après une forte progression, cette proportion d'élues s'est stabilisée depuis dix ans autour d'un petit quart, un taux qui semble s'être installé comme un plafond de verre. Seul le Conseil des Etats fait moins bien, avec 15% de femmes.

Le pourcentage moyen subit des variations selon la taille des communes. Les femmes sont les mieux représentées dans les exécutifs



Pour sa campagne, originale, lors des élections dans la commune de Satigny, le PLR avait choisi de présenter ses candidats sous la forme de silhouettes avec leur prénom. A noter: il n'y a qu'une femme parmi eux. (MARTIAL TREZZINI)

des communes de plus de 20000 habitants, où elles occupent désormais environ 30% des sièges, après une augmentation soutenue ces dernières années. Cette hausse peut témoigner du plus grand soin que mettent les partis à promouvoir les candidatures féminines, estime Andreas Ladner, ainsi que de la forte pré-

sence dans les villes des listes de gauche, sur lesquelles les femmes sont en général plus nombreuses. En revanche, la part des femmes ne varie guère dans les petites communes, que celles-ci soient rurales ou périurbaines.

Sur le plan géographique, la part de femmes dans les exécutifs communaux est légèrement

plus élevée en Suisse romande qu'en Suisse alémanique, nettement plus qu'au Tessin. Les cantons avec les municipalités les plus féminines sont Bâle-Ville, Genève et Lucerne. Le bas du classement est occupé par Glaris et Schwyz.

L'échelon politique local est en général celui où règne le moins

FEMMES D'EXÉCUTIF: DE L'ESSOR AU SURPLAGE

SUISSE ROMANDE: Genève en tête, Neuchâtel à la traîne

	1988 en %	2016 en %	Exécutif sans femmes en 2016 en %	Communes prises en compte
Genève	10,1	32,4	27,8	36
Berne	11,4	26,2	11,0	299
Fribourg	8,0	25,1	10,3	107
Vaud	5,4	24,8	14,1	220
Jura	11,6	24,7	16,7	48
Valais	4,4	19,5	36,0	25
Neuchâtel	7,6	17,3	24,5	9
Suisse	7,2	24,4	15,6	1776

SUISSE: 15% des communes gérées au masculin

	1988	1994	1998	2005	2009	2016
Nombre de sièges	14 582	12 354	14 445	12 744	8057	10 348
Nombre de femmes	1066	1684	2786	2789	1883	2530
Part des femmes, %	7,3	13,6	19,3	21,9	23,4	24,4
Part d'exécutif sans femmes, %	62,3	38,9	26,0	19,6	16,4	15,6
Communes prises en compte	2421	2069	2456	2176	1372	1776

de concurrence, analyse Andreas Ladner, car les volontaires pour les postes à pourvoir sont souvent rares. L'explication selon laquelle les électeurs discriminent les femmes et leur bloqueraient la voie au profit de candidats masculins est donc peu vraisemblable à ce niveau. «C'est probablement l'organisation des fonctions com-

munes qui devrait être rendue plus attractive, estime encore le politologue lausannois. Visiblement, le système de milice convient moins aux femmes qu'aux hommes. Je vois que les femmes sont assez nombreuses en Suisse centrale, sans doute parce qu'on y a créé des postes à 20 ou 30%.» ■

«Notre vrai souci est de trouver des personnes prêtes à s'engager»

PARITÉ Claudine Wyssa, présidente de l'Union des communes vaudoises (UCV) et syndique PLR de Bussigny, commente à titre personnel la recherche sur la représentation des femmes dans les exécutifs communaux



CLAUDINE WYSSA PRÉSIDENTE DE L'UNION DES COMMUNES VAUDOISES (UCV) ET SYNDIQUE PLR DE BUSSIGNY

La représentation des femmes dans les exécutifs communaux stagne autour de 25%. Ce constat vous préoccupe-t-il? Non, pas directement. Aujourd'hui, notre premier souci pour les exécutifs communaux, surtout dans les plus petites communes, est de trouver des personnes prêtes à s'engager. Deuxièmement, qu'elles aient les qualités permettant de faire fonctionner un exécutif. Troisièmement, qu'elles soient bien réparties entre les grandes et les petites communes. La représentation féminine vient pour moi après ces trois autres critères.

Quelles explications donnez-vous à cette stagnation? Les jeunes femmes ont un travail et une famille, comme les jeunes hommes d'ailleurs. Les femmes plus âgées sont plus disponibles, mais n'osent pas toujours se lancer ou pensent que c'est trop tard. La génération de femmes qui aujourd'hui pouponnent sera présente

demain tant professionnellement que politiquement, j'en suis sûre.

Des moyens concrets de rendre les fonctions communales plus attractives pour les femmes? Il faut sans doute renforcer les structures d'accueil pour les enfants et garantir une bonne formation pour les femmes.

Que vous inspire la situation générale des femmes dans la politique suisse? La présence des femmes est difficile à analyser, cette étude montre des contradictions. La gauche favorise plus les femmes, mais il y a plus de femmes PLR dans les exécutifs. Les femmes sont bien élues quand elles sont sur des listes politiques, ce qui contredit un certain machisme des électeurs. Dans le canton

de Vaud, il y a plus de femmes syndicales dans les petites communes que dans les villes. Je dirais que les femmes ont complètement intégré notre système politique et que leur présence dépend plus de leur engagement, de leur personnalité, de leur couleur politique que de leur sexe. C'est un signe de maturité de notre démocratie directe.

La parité de représentation doit-elle être selon vous un objectif? Non, pas forcément. J'encourage toutes les femmes à s'engager en politique. Mais aujourd'hui, le défi est de continuer à bien faire fonctionner notre système démocratique suisse. Ne multiplions pas les objectifs, ce qui risquerait d'en faire une usine à gaz ingérable. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR Y. R.

Naissance



Nous avons le bonheur d'annoncer la naissance de

Agathe, Hortense

le 21 décembre 2017 à 14h07

Alice, Céline et Romain Pidoux Devayes

Clinique des Grangettes Genève

Les annonces de naissance, avec photos des bébés, sont disponibles sur le site www.grangettes.ch

Ignazio Cassis efface d'anciens tweets

CONSEIL FÉDÉRAL Le ministre tessinois a modifié son profil sur les réseaux sociaux depuis son accession au gouvernement

Ignazio Cassis a modifié son profil sur les réseaux sociaux depuis son accession au Conseil fédéral. Le ministre des Affaires étrangères a ainsi supprimé des centaines de messages sur Twitter, notamment des déclarations concernant l'Union européenne.

Le compte Twitter d'Ignazio Cassis, @ignaziocassis, comptait encore le 17 décembre 580 messages, a rapporté jeudi soir le *Tages-Anzeiger* sur son site internet. Après le coup de balai jeudi, 90% d'entre eux avaient disparu et il n'en restait plus que 43.

Parmi les tweets effacés figure un message diffusé en juin 2016 après

la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union européenne (UE). Utilisant un jeu de mots, l'ancien conseiller national écrivait: «Brexit, Grexit, Quitaly et Endenemark? AdiEU tout le monde!» A la tête du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) depuis début novembre, Ignazio Cassis doit désormais gérer l'important et épineux dossier européen.

Le DFAE explique ce coup de balai par le fait qu'Ignazio Cassis a décidé de conserver ses comptes sur les réseaux sociaux comme comptes officiels en tant que conseiller fédéral. Les tweets datant d'avant son accession au Conseil fédéral n'ont rien à faire avec sa fonction actuelle. Le compte Facebook du ministre doit aussi subir un nettoyage. ■ ATS

Décès subit de l'ex-chef de fedpol Jean-Luc Vez

DISPARITION Le Fribourgeois a succombé à un arrêt cardiaque. Il dirigeait depuis près de quatre ans la sécurité du WEF de Davos

L'ex-chef de l'Office fédéral de la police (fedpol) Jean-Luc Vez est décédé jeudi à l'âge de 60 ans. Il a succombé à un arrêt cardiaque, selon le faire-part de la famille. Jean-Luc Vez dirigeait depuis près de quatre ans la sécurité du WEF de Davos, où il était responsable des aspects opérationnels relatifs à la sécurité.

Auparavant, le Fribourgeois avait été au service de la Confédération durant vingt-sept ans. Il avait dirigé fedpol de 2000 à début 2014, après y avoir occupé, dès 1996, les fonctions de directeur suppléant et de chef de la division principale Droit

et protection des données. Durant toutes ces années, il a fortement marqué le développement de fedpol.

Jean-Luc Vez avait commencé sa carrière dans l'administration fédérale en 1986, en tant qu'adjoint scientifique auprès de l'ancien Office central de la défense. De 1992 à 1996, il dirigea la division Presse et radio.

A la tête de fedpol, le haut fonctionnaire s'est efforcé d'ancrer l'office comme autorité partenaire non seulement en Suisse mais aussi à l'étranger. Il estimait en effet qu'un des développements les plus importants de ces dernières années avait été «la mondialisation de la criminalité», avec des auteurs difficiles à localiser.

Ses obsèques ont lieu ce samedi à Fribourg. ■ ATS